

les erreurs de leurs prédécesseurs et en trouvant la cause, éviter de tomber dans les mêmes pièges. Pour ce qui est de la situation en Extrême-Orient, je tiens à signaler que les communistes chinois semblent confiants et qu'ils se tiennent en alerte afin de profiter de toute hésitation de la part des États-Unis et des nations occidentales. Lors de son passage ici la semaine dernière, M. Dulles a dit que c'était de la témérité. Qu'il s'agisse d'une confiance éveillée ou d'une témérité née de la conviction que la Chine a vaincu les Nations Unies en Corée et la France en Indochine, il est clair, que dans les circonstances actuelles, toute hésitation de la part des États-Unis et des nations occidentales sera interprétée comme un signe de faiblesse et encouragera vraisemblablement les Rouges à chercher à s'emparer des îles du littoral, et peut-être de Formose, par la force.

Les États-Unis estiment avec raison qu'ils ne doivent pas sacrifier les alliés loyaux qu'ils ont en Extrême-Orient. Les 600,000 soldats libres de Formose et l'armée du sud de la Corée, qui disposent de précieuses bases navales et aériennes, exercent à mon avis une énorme influence sur le moral et la sécurité de tous les peuples libres de l'Asie du Sud-Est aussi bien que sur l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le continent nord-américain.

Les récentes déclarations du secrétaire d'État Dulles sur la politique américaine dans le Pacifique dénotent un sens aigu de la stratégie. C'est un contraste frappant avec certaines déclarations des théoriciens rêveurs du parti travailliste britannique. Il y a quelques semaines à peine, un membre du cabinet de M. Attlee a formulé une proposition stupide, demandant que Formose soit remise aux communistes et que Tchang Kaï-chek soit exilé à Ste-Hélène pour y être mis sous la garde de la septième flotte américaine. La population britannique est nourrie depuis si longtemps de cette propagande néfaste que le gouvernement actuel ne peut prendre que des attitudes que les communistes interprètent comme de la faiblesse.

Il semble que l'attitude du parti travailliste britannique ait influé appréciablement sur M. Churchill. Il est probable également que la nécessité pour la Grande-Bretagne de commercer avec la Chine rouge a aussi influé sur l'attitude de M. Churchill. Dans ce cas, le Canada et les États-Unis n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Par notre attitude répréhensible à l'égard du commerce et du problème du dollar au cours des premières années d'après-guerre, nous avons en quelque sorte forcé la Grande-Bretagne à compter sur le commerce avec la Russie et la Chine pour se procurer des articles essentiels à son existence. La politique étrangère britannique démontre qu'elle tient à conserver des relations

commerciales favorables avec ces pays. Un des plus puissants témoignages à l'appui de cette conviction, c'est la rapidité et la violence avec lesquelles la Grande-Bretagne a dénoncé la proposition récente demandant qu'elle renonce à Hong-Kong.

Nous avons écouté avec plaisir les propos encourageants tenus par M. Dulles dans le message radiodiffusé qu'il adressait le 8 mars dernier à la population américaine. J'en ai lu le texte dans *U.S. News and World Report*. M. Dulles rentrant justement de Bangkok, racontait à la population américaine comment les États-Unis, s'en tenant au cadre des Nations Unies, s'étaient associés par des traités de sécurité mutuelle à certains pays amis de la liberté: Corée, Japon, Formose, Philippines, Sud-Viet-nam, Laos, Cambodge, Thaïlande, Malaisie, Pakistan, Australie et Nouvelle-Zélande. Il disait que l'un de ces traités, le pacte à huit de Manille pour le Sud-Est asiatique, venait d'entrer en vigueur et que c'est pour assister aux premières réunions du Conseil qu'il avait été à Bangkok.

Selon lui les trois grands buts poursuivis par le pacte de Manille étaient, premièrement la défense contre l'agression armée, deuxièmement, la défense contre la subversion, troisièmement, l'amélioration de la situation économique et sociale de tous ces pays. En lisant le discours de M. Dulles il m'a semblé que toute la politique américaine vis-à-vis du Sud-Est asiatique consistait à lier ses peuples ensemble en vue d'une collaboration généralement satisfaisante et utile destinée à réduire les risques d'agression et à détruire les éléments subversifs qui ne cessent de miner à la base des gouvernements constitués pour y faire pénétrer les communistes.

Il était évident et encourageant aussi, à la lecture de ce discours, de remarquer que les États-Unis offraient aux pays du sud-est asiatique l'espoir d'une aide américaine considérable dans leurs efforts pour relever leur niveau économique et social. Il semble que le prestige des États-Unis soit remonté beaucoup dans le sud-est de l'Asie depuis qu'ils ont pris l'initiative du pacte de Manille et comme résultat de leurs actes depuis la signature de ce pacte.

On a parlé du plan de Colombo cet après-midi et ce soir, surtout l'honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker). Dans le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, j'ai consacré une bonne partie de mon discours à ce que je pensais de la contribution canadienne au plan de Colombo. Je n'ai parlé à ce moment-là ni d'un milliard de dollars ni de tout autre montant. Je me suis borné à dire que les 26 millions de notre contribution n'étaient pas suffisants. Je suis du même avis que le ministre et de ceux qui disent qu'en